

(DÉS)ENGAGEMENTS MILITANTS ET PRATIQUES DE LA CONTESTATION  
(2011-2019)

Layla Baamara

La Découverte | « [Mouvements](#) »

2020/2 n° 102 | pages 70 à 81

ISSN 1291-6412

ISBN 9782348060274

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-mouvements-2020-2-page-70.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# (Dés)engagements militants et pratiques de la contestation (2011-2019)

PAR LAYLA  
BAAMARA\*

**En suivant à huit ans d'intervalle Lina et Riad, Layla Baamara donne à voir et à entendre le parcours de jeunes militant.es algérien.nes, leur désenchantement passé et leurs questionnements au moment de rejoindre les cortèges du Hirak. Les différences entre hier et aujourd'hui et les apprentissages qu'il.elle ont façonné au fil du temps les conduisent à se joindre aux mobilisés ordinaires pour exprimer leur contestation. Leurs discours et leurs pratiques aident à prendre la mesure du caractère révolutionnaire du mouvement, vu et vécu à hauteur d'individu.**

« Ce jour-là, on a brisé le mur de la peur. C'était une marche grandiose, pacifique. Pour moi c'est un jour historique, on a bravé les interdits. On a retrouvé notre dignité. C'était le plus beau jour de ma vie. »

Ces propos sont extraits d'un entretien réalisé en 2011 avec une jeune militante de 21 ans, Lina<sup>1</sup>, qui se rappelle alors la marche des étudiant-es à Alger le 12 avril de la même année à laquelle elle a activement participé. Ses mots font écho aux nombreuses réactions recueillies depuis février 2019 suite aux manifestations, d'une toute autre ampleur, qui se déploient dans le pays. Quand je retrouve Lina huit ans plus tard, en mars 2019 à Alger, l'activité militante n'est plus au cœur de son quotidien depuis plusieurs années déjà. Son passé militant, elle explique d'ailleurs ne pas avoir envie de le mettre en avant lors des mobilisations : « Je me range aux côtés du peuple, je me fais toute petite. » Au cours de l'entretien, elle précise cependant : « Je considère que mon militantisme aujourd'hui c'est de parler, de créer la discussion, de poser des questions, proposer des réponses si j'en ai, de propager des idées. » Après un temps d'observation entremêlé de fascination pour « son peuple » et de vigilance vis-à-vis d'un « pouvoir capable de tout », Lina s'implique avec enthousiasme dans les mobilisations : les marches du vendredi mais aussi les réunions des habitant-es de son quartier. Elle affirme à ce propos :

1. Afin de préserver l'anonymat des personnes, les prénoms ont été changés et certaines caractéristiques, comme les noms des organisations dans lesquelles les enquêté-es ont milité, ont été modifiées ou laissées délibérément imprécises. Tous les passages entre guillemets sont, sauf indication contraire, des extraits d'entretiens réalisés par l'autrice.

\* Politiste au Dysolab, à Université de Rouen et associée au Cherpa à Sciences Po Aix.

« Ne pas participer au mouvement aujourd'hui, c'est impossible pour moi. Ce mouvement, c'est la chose pour laquelle je me suis battue toute ma vie. »

Ces paroles témoignent des redéfinitions mouvantes de l'engagement contestataire au fil d'une trajectoire individuelle, dans le temps et selon les contextes. En 2019, la distance critique vis-à-vis des formes organisées de contestation se renforce. En même temps, l'expérience militante de Lina, les savoirs et savoir-faire qu'elle a acquis lors de mobilisations précédentes façonnent ses manières de voir et d'agir dans un contexte à plusieurs égards inédit.

Dès les premières semaines, le mouvement de contestation qui émerge en février 2019 bouleverse les routines contestataires observables dans l'Algérie de Bouteflika : il s'agit de manifestations populaires massives et durables, qui se déploient dans

l'espace public et qui entraînent des recompositions politiques et institutionnelles rapides (démission du président de la République, report d'élections). Par leur forme, leur envergure et leur impact, les mobilisations prennent tout le monde de court, y compris celles et ceux qui contestent

depuis plusieurs années le régime en place. Quels regards les contestataires d'hier portent-ils-elles sur les contestations qui s'expriment aujourd'hui ? Et qu'est-ce que ces dernières leur « font » en retour ? Mes recherches menées depuis 2009 sur les formes d'engagement, d'opposition et de mobilisation contestataire en Algérie me conduisent à formuler une question de départ particulière : comment des personnes qui ont déjà été engagées dans des groupements militants, qui ont participé avant 2019 à des mobilisations contestataires, (ré)agissent-elles face au soulèvement populaire qui gagne l'ensemble du pays à partir de février ? Autrement dit, quelles sont leurs perceptions de ce qui se donne alors à voir et de quelles manières y participent-elles ou non ?

Au fil des entretiens que je réalise à Alger en mars et en avril 2019, il ressort rapidement que les regards des enquêté-es sur leurs engagements, leurs expériences passés et sur les mobilisations actuelles s'entremêlent. Les dispositions et les trajectoires individuelles, notamment liées à l'engagement contestataire et au bilan qui en est fait, travaillent les discours et les pratiques du présent. Et, en même temps, les mobilisations les touchent de manière inattendue : l'expérience propre de ce moment joue à la fois sur le récit rétrospectif qu'il-elles font de leurs parcours et sur leurs perceptions dans/de la situation présente.

À partir de l'entrée par des parcours de contestation antérieurs à 2019, cet article éclaire les investissements différenciés des acteurs et actrices ancien-nes de la contestation dans le mouvement actuel. Il alimente aussi les réflexions plus générales sur les trajectoires et les pratiques

*Le mouvement de contestation qui émerge en février 2019 bouleverse les routines contestataires observables dans l'Algérie de Bouteflika.*

contestataires en Algérie sur un temps plus long et, à partir du cas algérien, sur les processus de maintien et de sortie de l'engagement.

En croisant des entretiens et observations réalisés en 2011 et en 2019, cet article s'appuie sur deux cas précis : celui de Lina, déjà évoqué plus haut, et celui de Riad. Leur point commun : ce sont d'ancien·nes militant·es dans des partis de gauche, des associations de défense des droits humains et des collectifs étudiants. Comme Lina, Riad n'est plus engagé dans une organisation contestataire et n'a plus d'activité militante à proprement parler. Tous les deux se sont engagé·es intensément dans la première moitié des années 2010, puis se sont progressivement désinvesti·es de leurs groupes militants. Quand je les rencontre en 2011, elle et il sont au-devant des mobilisations qui se multiplient dans le contexte des « printemps arabes ». Quand je les retrouve en mars 2019, les deux ne se définissent plus comme militant·es et présentent leur militantisme comme relevant d'une époque révolue. Je me demande alors en quoi, face au mouvement de contestation en cours depuis quatre semaines, leur position est différente ; mais aussi, en quoi elle demeure empreinte de ces expériences antérieures d'engagement et d'exit. À partir d'un matériau constitué à deux moments espacés dans le temps, je prête attention à leurs dispositions, leurs pratiques et leurs perceptions. Sans tomber dans l'il-

*Malgré l'entretien d'une façade démocratique avec des élections organisées régulièrement, l'Algérie des années 2000 et 2010 est dominée par des logiques autoritaires.*

lusion biographique ou rétrospective, étudier les interprétations que ces deux personnes livrent pour expliquer leurs pratiques éclaire les manières dont elles définissent les situations dans lesquelles elles sont prises. Si ces deux cas n'épuisent pas la complexité des trajectoires et pratiques contestataires, ils sont exemplaires des mises à l'épreuve et des recompo-

sitions des formes militantes de la contestation dans le contexte algérien des années 2010. Autrement dit, je montre en quoi il s'agit de deux trajectoires typiques d'engagement contestataire dans l'Algérie de Bouteflika. De manière chronologique, mais sans prétendre à l'exhaustivité, je mets en lumière les conditions et les formes de l'engagement militant de Lina et Riad, de leur désengagement et de leur engagement renouvelé dans le mouvement de contestation actuel.

### ● S'engager et se mobiliser dans l'espace contestataire

Les parcours de Lina et Riad sont typiques d'une forme de contestation : militante et organisée. Avant un exit progressif, leurs parcours sont marqués par de forts investissements dans l'espace contestataire. Quelques éléments doivent être rappelés pour comprendre le contexte dans lequel ces deux trajectoires contestataires prennent forme. Malgré l'entretien d'une façade démocratique avec des élections organisées régulièrement, un certain pluralisme partisan, syndical, médiatique et associatif,

l'Algérie des années 2000 et 2010 est dominée par des logiques autoritaires de régulation politique, sociale et économique : répression des manifestations, fraudes électorales, clientélisme, mainmise de l'armée, exclusion des syndicats « autonomes » des dispositifs de concertation, opacité de la redistribution de la

rente pétrolière et gazière, suppression de la limitation des mandats présidentiels en 2008, etc. L'arrivée à la présidence d'Abdelaziz Bouteflika en 1999 s'accompagne d'une stabilisation et d'une consolidation du pouvoir autoritaire que facilitent le précédent des années 1990 et la lutte contre le terrorisme. Les années 2000 et 2010 sont en effet marquées par

la reproduction d'un champ politique et d'un champ étatique largement monopolisés par les mêmes gouvernant-es. La perpétuation d'un accaparement des ressources et des positions de pouvoir par la même classe dirigeante limite de fait les possibilités d'alternance. La lutte contre le terrorisme justifie par ailleurs l'institutionnalisation du principe d'exception, incarnée notamment par la prolongation depuis 1992 de l'état d'urgence (jusqu'en février 2011). Dans ces conditions peu favorables, des individus et des groupes se mobilisent contre le pouvoir en place. Les contestations prennent des formes diverses, sont plus ou moins étendues dans le temps et sont portées par des types d'acteurs et d'actrices différent-es. Protestations sectorielles centrées sur des revendications socioprofessionnelles, mécontentements populaires liés à la mal-vie et contestations menées par des militant-es font partie du quotidien ordinaire en Algérie avant 2019.

Quand je les rencontre en 2011, Lina (21 ans) et Riad (24 ans) sont tou-tes les deux déjà engagé-es dans des organisations militantes. Un peu plus âgé, Riad milite depuis le début de ses études à Alger dans un parti d'opposition et dans une association de défense des droits humains. Lina, également étudiante, explique avoir commencé à participer à des actions de contestation à partir de 2010 ; elle est proche de différents groupes – une association féministe, un parti d'opposition et un collectif d'artistes non agréé. Algéroise appartenant à la classe moyenne supérieure, elle a hérité de forts capitaux économique et culturel et vit depuis son enfance dans un milieu très politisé : plusieurs membres de son entourage familial, dont ses parents, sont ou ont été militant-es dans des partis de gauche et d'extrême gauche et/ou des mouvements berbéristes. À l'inverse, Riad, qui vient d'une ville à l'Ouest du pays, a grandi dans un milieu modeste non politisé. Si leurs milieux de socialisation sont très contrastés, dans les deux cas, l'université est le lieu et le moment de leurs premiers engagements et expériences militantes. Membres de comités autonomes – structures syndicales étudiantes ainsi qualifiées par opposition aux organisations étudiantes affiliées à des partis politiques –, elle et il

*La lutte contre le terrorisme justifie par ailleurs l'institutionnalisation du principe d'exception, notamment par la prolongation depuis 1992 de l'état d'urgence.*

se mobilisent pour défendre les droits des étudiant-es notamment sur les plans pédagogique (organisation des cursus et des diplômes) et social (conditions d'hébergement et de restauration).

En 2011, tous les deux sont déjà inséré-es dans l'espace contestataire algérois. Membres de plusieurs collectifs, leur multipositionnement est caractéristique des personnes engagées dans cet espace. Celui-ci se compose de militant-es partisan-es, associatif-ves et syndicaux-les qui, organisés-es collectivement de manière durable, revendiquent leur opposition à l'ordre politique en place et se mobilisent, conjointement ou non, dans l'espace public. Il se caractérise par une proximité des relations entre ces groupements militants. Malgré des formes organisationnelles, des domaines et des modes d'action différents, partis d'opposition, syndicats autonomes et associations contestataires interagissent fréquemment et ont une autonomie toute relative. Ces porosités sont liées à l'histoire et à l'ancrage social communs des membres de ces organisations, à la proximité de leurs trajectoires militantes, façonnées par des actions de lutte passées, et aux amitiés qui en découlent. Les milieux contestataires clandestins pendant la période du parti unique (1962-1989), hétéroclites mais marqués par un fort degré d'interconnaissance, ont constitué le creuset des groupes militants qui s'organisent légalement et publiquement à partir de 1989. L'adhésion à des projets de société, des idées politiques ou des principes communs favorise également des rapprochements organisationnels qui alimentent en retour l'activisme multipositionnel. Et celui-ci se perpétue chez les nouvelles générations. Enfin, les conditions politiques et sécuritaires des années 1990, puis des années 2000, contribuent à renforcer ces rapprochements.

Lina et Riad évoluent ainsi dans un entre soi qui dépasse les frontières organisationnelles de réseaux militants fortement imbriqués. Il et elle partagent avec leurs pairs des savoirs et des savoir-faire militants mais aussi des sociabilités. En 2011, tous les deux s'engagent de manière intense et diversifiée dans les mobilisations qui se multiplient après les émeutes

*En 2011, des manifestations se multiplient dans une ville où il est interdit de se rassembler sur la voie publique malgré la levée de l'état d'urgence le 23 février.*

du mois de janvier et la répression violente qui s'en est suivie – suite à l'augmentation des prix des produits alimentaires de base, des infrastructures publiques et privées avaient été prises pour cibles pendant plusieurs jours dans plusieurs villes du pays, la répression ayant causé cinq morts et des centaines de blessé-es. Cette période

contraste avec les formes de contestation habituelles. Sa singularité réside notamment dans la mise en cause des pratiques autorisées à Alger. Des manifestations se multiplient dans une ville où il est interdit de se rassembler sur la voie publique malgré la levée de l'état d'urgence le 23 février, et où la présence policière – normalement importante – a été renforcée suite aux soulèvements populaires tunisien et égyptien. La plupart de ces

manifestations portent sur des revendications ciblées, souvent liées à un secteur d'activité particulier (santé, justice, éducation, industrie, etc.).

Dans ce contexte, Lina et Riad participent au mouvement étudiant qui s'intensifie au fil des semaines. Au départ en lutte contre un décret remettant en cause l'organisation des diplômes du supérieur, les étudiant-es s'organisent en coordination nationale et manifestent par milliers à Alger le 12 avril. Les slogans dépassent alors les revendications socio-pédagogiques et expriment un rejet du gouvernement et du régime. Lina et Riad participent aussi aux rassemblements organisés par la Coordination nationale pour la démocratie et le changement (CNCD), une coalition créée le 21 janvier 2011 à l'appel de quatre syndicats autonomes, le Comité des lycées d'Algérie (CLA), la coordination des sections de la Confédération nationale de l'enseignement supérieur (CNES), le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP), le Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (SATEF) ainsi que la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH) – des partis d'opposition de la mouvance démocrate (FFS, RCD, PST, MDS) et des associations luttant pour les droits humains sont présents lors de cette première réunion mais tous ne restent pas dans la coalition, c'est notamment le cas du FFS et du PST.

Dans le même temps, Lina et Riad s'investissent dans la création de leur propre collectif contestataire destiné à préparer une « révolution pacifique » pour redonner leur « place aux jeunes ». La dynamique de ces mobilisations et l'émulation liée à l'observation de ce qui se passe ailleurs, en Tunisie et en Égypte surtout, aident à comprendre l'enthousiasme exprimé alors. Les deux militant-es vivent des expériences singulières et croient en la possibilité d'un changement qui permettrait l'instauration d'une démocratie. Pendant plusieurs mois, leur engagement contestataire prend une place quasi exclusive dans leur quotidien. Prendre la parole et débattre en assemblée générale, organiser et tenir des rassemblements malgré la répression, rédiger des plateformes de revendications, communiquer avec les médias sont autant de ressources militantes que Lina et Riad acquièrent ou renforcent. La fréquence des moments de sociabilité est aussi caractéristique de cette intensification des mobilisations. L'ouverture, même temporaire, de l'espace des possibles favorise ainsi le partage de croyances, d'apprentissages, de compétences et la formation ou la consolidation de réseaux et d'amitiés militantes. En ce sens, même si les routines ne sont pas durablement bouleversées, ce temps fort de mobilisation en 2011 correspond pour Lina et Riad à des expériences socialisatrices qui enrichissent leur capital militant et éclairent la poursuite de leur engagement.

*L'ouverture, même temporaire, de l'espace des possibles favorise ainsi le partage de croyances, d'apprentissages, de compétences et la formation ou la consolidation de réseaux et d'amitiés militantes.*

Après 2011, l'un comme l'autre restent engagé-es dans l'espace contestataire, mais leur engagement se recompose, avec la fin de leurs études. Pour Riad, c'est le militantisme partisan qui prend le dessus sur ses autres engagements. Il participe notamment à plusieurs campagnes électorales. Lina se concentre quant à elle sur son engagement associatif. Les deux continuent de prendre part à des initiatives ou des rassemblements contestataires qui s'organisent ponctuellement et/ou localement, comme le mouvement Barakat (« assez » en arabe) contre le quatrième mandat du président Bouteflika en 2014. Cependant, dans ces deux cas, l'engagement militant se solde après quelques années par un exit.

### ● Sortir. Du désenchantement au désengagement

Quand je retrouve Lina et Riad en 2019, tou-tes deux ont quitté depuis trois ou quatre ans leurs organisations respectives. Il et elle ne militent plus. Ce désengagement peut se comprendre à l'aune de leur désenchantement vis-à-vis de leur milieu militant, d'une part, et des tensions qui se posent avec leurs autres inscriptions sociales, d'autre part ; les deux dynamiques s'entremêlant. Le mouvement de contestation présent – et l'entretien que j'ai sollicité – amène les deux enquêté-es à porter un regard rétrospectif sur leur passé militant. Ce regard est dominé par des perceptions critiques que l'on pourrait penser exclusivement liées à leur exit.

Mais, dès 2011, leurs propos étaient déjà dépréciatifs vis-à-vis de l'espace contestataire dans lequel il et elle étaient engagé-es, notamment du

*Ce désengagement peut se comprendre à l'aune de leur désenchantement vis-à-vis de leur milieu militant.*

fait de leur expérience des mobilisations durant cette année-là. Alors que Riad participe quotidiennement à des actions militantes, il affirme que « la révolution n'aura pas lieu à cause des problèmes de leadership, d'organisation et d'infiltration ». Lina, que je revois

après que les mobilisations se sont essouffées, évoque les « difficultés à mobiliser les étudiants à cause de la peur de la répression et de la récupération » et pointe leur « manque d'expérience et de motivation ».

Les contraintes liées à la situation autoritaire du pays sont d'abord mises en avant. Arrestations préventives, entraves à la liberté de circuler, répression des manifestations, recours à des contre-manifestants, blocage ponctuel de sites et blogs Internet font en effet partie des stratégies déployées en 2011 pour empêcher les mobilisations contestataires. À Alger, centre du pouvoir politique, la vigilance et le déploiement de techniques de contrôle par les autorités sont particulièrement importants. En prévention d'appels à la mobilisation, les moyens de transport vers la capitale sont par exemple contrôlés voire interrompus. Les discours officiels minimisant ou abordant avec précaution les soulèvements en cours dans la région, de même que l'annonce, le 15 avril, de réformes et de révisions constitutionnelles par le président Bouteflika s'inscrivent également dans une logique de désamorçage de la contestation. En plus de



ces contraintes, d'autres éléments peuvent éclairer la diffusion limitée des mobilisations.

Lors des entretiens avec des personnes engagées comme Lina et Riad, des critiques sont souvent formulées à propos de l'organisation interne de la contestation. En cause : la persistance de clivages liés à des conflits passés et la compétition pour le leadership de la contestation. Les logiques propres à chacun des groupes en période de routine demeurent en effet déterminantes dans la définition des situations et des lignes d'actions. L'emprise de ces logiques routinières d'évaluation s'illustre notamment à travers l'isolement des oppositions partisans dont l'insertion dans le champ politique complexifie le rapport à la protestation et se répercute négativement sur les mobilisations. L'ancrage socialement partagé du discrédit associé au champ politique aide aussi à comprendre pourquoi les formes institutionnelles, et plus particulièrement partisans, de la contestation suscitent le désaveu des groupes porteurs de revendications sectorielles mais aussi des publics extérieurs à toute forme de mobilisation. Sur ce dernier point, Lina insiste sur le rejet global de la politique dans la société qui rend difficile toute mobilisation selon elle. « La politique c'était un non catégorique, y avait rien à espérer », affirmait-elle à propos du mouvement de contestation étudiante en 2011. Elle reproche plus largement au « peuple » un « manque de maturité » et considère que « les Algériens ne sont pas prêts pour la démocratie ». Plus précisément, elle critique une forme de fatalisme : « Personne ne se sent concerné. Les Algériens sont politisés, ils connaissent les choses, ils savent ce qui se passe, mais ils ne s'intéressent pas. »

Au-delà de son expérience en 2011, les difficultés à mobiliser apparaissent de manière encore plus saillante comme un coût de l'engagement contestataire dans son récit en 2019. Lina souligne à plusieurs reprises l'« incapacité » des militant·es de l'opposition à trouver un écho au-delà de leur « petit milieu ». Faible nombre, entre soi, problème d'ego, déconnexion vis-à-vis du reste de la société sont autant de caractéristiques mises en avant qui peuvent éclairer l'abandon progressif de ses activités militantes. « Dégoutée du milieu et des échecs successifs » : c'est ainsi que Lina résume les raisons de son désengagement, qui a eu lieu en 2016. En 2019, Riad exprime aussi un « sentiment d'échec » et partage ce bilan déçu et critique. En 2011, il dénonçait déjà les « fonctionnements internes antidémocratiques », l'« opportunisme », la « corruption » ainsi que le « décalage par rapport au terrain ». Quelques années plus tard, il insiste particulièrement sur l'« exclusion des jeunes » et l'« écart générationnel avec certains dirigeants et militants » au sein de son ancienne

*Faible nombre, entre soi, problème d'ego, déconnexion vis-à-vis du reste de la société sont autant de caractéristiques mises en avant qui peuvent éclairer l'abandon progressif des activités militantes.*

organisation partisane. Les dysfonctionnements organisationnels et la faiblesse des rétributions militantes aident à comprendre ce qui conduit Riad à quitter son parti en 2015.

Qu'il s'agisse d'une défection ou d'un éloignement plus lent, le désengagement s'inscrit dans des trajectoires individuelles qui ne se résument pas à la sphère militante. Pour Lina comme pour Riad, la sortie de l'engagement militant coïncide avec des reconfigurations dans leur sphère privée, notamment sur le plan professionnel. En 2011, tous les deux sont étudiant-es et leur engagement militant empiète sur leurs autres sphères de vie. Cette centralité de l'engagement apparaît d'autant plus forte pour Riad qui, loin de sa famille, découvre alors le militantisme et connaît ses premières sociabilités militantes.

Pour l'un et pour l'autre, la fin des études supérieures et la recherche d'emploi mettent en tension leur engagement. Après avoir tenté d'entrer dans la fonction publique, Riad enchaîne les expériences professionnelles de courte durée et connaît plusieurs périodes de chômage. Plus faiblement doté en ressources économiques que Lina, cette précarité pèse d'autant plus qu'il n'a pas de famille à Alger, qu'il est l'aîné de la fratrie et le premier à avoir fait des études supérieures dans sa famille. Mais elle semble d'une certaine manière contrebalancée par son engagement quasi exclusif pour son parti. Entre 2012 et 2015, il passe l'essentiel de son temps libre à travailler bénévolement avec des élu-es et des membres la direction nationale. La description qu'il fait de sa sortie est à cet égard significative : « Il fallait trouver une vie, une autre vie et se détacher. » Sa déception est en partie liée au décalage qu'il observe entre son dévouement et l'abandon de la cause du parti par les dirigeant-es au profit d'intérêts matériels. Son désengagement donne lieu à un recentrage sur sa carrière professionnelle. Comme de nombreux jeunes diplômé-es, il a environ trente ans lorsqu'il trouve un emploi stable.

En termes de ressources comme en termes de carrière professionnelle, la trajectoire de Lina est moins marquée par la précarité. Après l'université, elle intègre une formation en communication dans une grande école

*Qu'il s'agisse d'une défection ou d'un éloignement plus lent, le désengagement s'inscrit dans des trajectoires individuelles qui ne se résument pas à la sphère militante.*

algéroise. Une fois diplômée, elle acquiert rapidement stabilité et indépendance financières. Son désir de reconversion professionnelle semble néanmoins influencer sur son désengagement. Celui-ci coïncide en effet avec un changement d'activité et de domaine professionnel qui la conduit à déménager dans une autre ville dans laquelle elle ne cherche pas

à militer. Les trajectoires de Lina et Riad sont ainsi marquées – bien que de manière différente – par un désengagement qui s'opère au profit d'un repli sur la sphère privée. Outre le fait qu'elle éclaire la sortie de l'engagement militant, la prise en compte de la pluralité des inscriptions sociales

permet aussi de mieux saisir les redéfinitions des manières de contester exprimées en 2019.

### ● 2019 : contester différemment

En 2019, Riad et Lina ont une position différente de celle observée en 2011, liée à leur expérience d'exit. Il et elle ne s'engagent pas comme militant-es dans les mobilisations.

Leur passé militant et leurs expériences antérieures de contestation façonnent pourtant leurs perceptions et leurs pratiques dans ce contexte de mobilisation contestataire inédit. Plus précisément, c'est à partir du bilan de leurs engagements militants passés que toutes deux semblent définir ce qui est en train de se passer. Leurs perceptions et leurs positions se comprennent aussi à l'aune de leur expérience propre des événements.

*Leur passé militant et leurs expériences antérieures de contestation façonnent pourtant leurs perceptions et leurs pratiques dans ce contexte de mobilisation contestataire inédit.*

Dans une ambiance générale effervescente à Alger, Lina et Riad expriment d'emblée leur engouement pour le mouvement de contestation qui s'amplifie depuis plusieurs semaines. Leur enthousiasme est palpable. Mais, au départ, autour du 22 février, c'est la vigilance qui prime. « C'était des appels anonymes – rappelle Riad – je n'y ai pas cru ». Lina a « attendu que ça se confirme, car on sait de quoi ce pouvoir est capable ». L'anticipation d'une potentielle manipulation ou répression liée à leurs expériences de mobilisation passées a pu influencer sur cette posture première de prudence et d'observation. Aucun des deux ne participe donc à la première marche à Alger où il et elle résident. En revanche, les vendredis qui suivent, ainsi que les mardis – jour des marches étudiantes – les deux enquêté-es manifestent. Leurs propos sont dominés par la joie. Le bonheur exprimé va de pair avec l'admiration et les louanges au « peuple algérien » : un « peuple exemplaire par son civisme, sa solidarité, sa détermination », « qui a émerveillé toute la planète ». « On redécouvre l'espoir », poursuit Riad. Lina affirme quant à elle : « J'ai retrouvé la fierté de mon pays, de mon peuple. » De telles expressions se comprennent en partie au regard de leurs trajectoires militantes marquées par le désenchantement et l'exit. Tous les deux me font part d'un même constat : celui d'un contraste entre leur expérience d'engagement contestataire perçue auparavant comme vaine et inutile par leurs entourages respectifs et la participation aujourd'hui massive aux mobilisations. Les mêmes personnes qui leur disaient « tu es une cause perdue, tu perds ton temps » ou « tu rates ta vie », sont « à fond » désormais. Mentionner cet écart révolu apparaît comme une manière de souligner l'exceptionnalité du moment, incomparable à toute autre expérience vécue précédemment.

Parmi les éléments que les deux enquêté-es avancent pour expliquer ce qui est en train de se passer, l'argument principal évoqué est celui de

« la génération qui n'a pas connu les années 1990 » (Riad), « qui n'a pas connu la peur et le traumatisme » (Lina). Riad insiste plus particulièrement sur l'importance de Facebook en soulignant que l'utilité de ce réseau était sous-estimée dans les milieux militants. L'écart générationnel, objet des critiques à l'encontre de son ancienne organisation partisane, explique selon lui le succès des mobilisations en 2019. Cela confirme en quelque sorte son diagnostic du décalage vis-à-vis de la société, des jeunes en particulier, et contribue, en retour, à donner du sens à son désengagement.

Les propos de Lina et Riad se rejoignent surtout au sujet de la place et du rôle à jouer des militant-es dans le mouvement de contestation. Riad affirme fermement : « Toute ingérence de nous, activistes, soi-disant anciens et ayant la légitimité de je-ne-sais-pas-quoi, est une casse pour le mouvement et ça n'apportera rien. [...] C'est la force du mouvement de ne pas avoir de porte-parole ». En plus des répercussions perçues comme négatives pour la dynamique de mobilisation, la participation des militant-es est ainsi considérée comme inutile et illégitime car susceptible de diviser. Comme Riad, Lina se définit comme ancienne militante quand elle évoque les manières dont elle perçoit sa place et celle des militant-es dans le mouvement de contestation en cours : « Vous avez prouvé à tout le monde qu'on avait tort de pas avoir fait confiance au peuple et tant mieux. » Malgré leur désengagement, tous les deux expriment une forme d'appartenance à leur ancien milieu militant. Cette inclusion apparaît ambivalente : elle va de pair avec une position d'extériorité à la fois vis-à-vis du « peuple », position pourtant critiquée, et vis-à-vis de ce même milieu. Discréditées à leurs yeux, les organisations militantes doivent rester en retrait au motif qu'elles ont échoué à mobiliser et qu'il faut « faire confiance au peuple », comme le dit Riad.

De telles perceptions contrastent avec celles de personnes toujours engagé-es dans des groupes militants. Depuis la première semaine de mobilisation, des réunions entre collectifs militants déjà constitués se tiennent et des initiatives se formalisent sous la forme de déclarations publiques, de constitution de carrés dans les marches ou encore de rassemblements

dans l'espace public en dehors des jours de manifestation. Si des militant-es participant à ces actions dressent, comme Lina et Riad, un bilan critique de leurs luttes passées, d'autres insistent davantage sur l'importance de ces luttes comme ressort du mouvement de contestation actuel et comme ressource à mobiliser. Pour les deux ancien-nes militant-es, prendre part

à ces initiatives est exclu. Riad met aussi en avant sa carrière professionnelle pour expliquer sa distance à l'égard des mobilisations qu'il n'a pas le temps d'investir pleinement. Il n'écarte pas cependant de « mettre à profit, plus tard » son expérience militante. Au-delà de ses contraintes

*Rester à l'écart des initiatives portées par des organisations ne rime pas avec un renoncement à toute forme de pratique contestataire et même d'engagement militant.*

professionnelles, il considère qu'« il faut laisser le mouvement continuer d'émerger et créer de nouveaux espaces ». « On pourra intervenir après, explique-t-il, ou on contribuera à autre chose et pas uniquement à la contestation. Peut-être qu'on créera notre parti, notre mouvement, notre organisation des droits de l'Homme. » Rester à l'écart des initiatives portées par des organisations ne rime pas avec un renoncement à toute forme de pratique contestataire et même d'engagement militant.

Lina plaide pour un « renouveau total », une « rupture totale avec tout ce qui a existé ». Mais son rejet des initiatives des organisations militantes est aussi lié à son désengagement et aux déceptions qui l'ont accompagné. Elle affirme ainsi ne plus se sentir « capable d'intégrer un mouvement ou de militer ». Elle s'investit néanmoins sur le terrain, dans des comités et des réunions de quartier, « pour agir sur le fond, pour réfléchir à comment faire pour dégager concrètement ces gens-là. [...] Il faut qu'on aille vers une assemblée constituante, et pour cela on doit d'abord s'organiser localement puis faire remonter des revendications. » Dans le contexte de l'émergence du mouvement de contestation, s'opère ainsi une redéfinition des manières de dire et de mettre en pratique son engagement contestataire.

La restitution de ces deux parcours d'engagement contribue à la compréhension du moment de mobilisation qui s'ouvre en février 2019 en ce qu'il éclaire les manières dont se (re)dessinent les pratiques de la contestation. En retraçant les trajectoires des déçus du militantisme, on comprend mieux la persistance de leur réticence à renouer avec les structures militantes et, plus largement, leur appel à un dépassement radical de ces formes de contestation. Le fait qu'il et elle préfèrent aujourd'hui se joindre aux mobilisés ordinaires pour exprimer leur contestation aide à prendre la mesure du caractère révolutionnaire du mouvement en cours. ●